

FAITS DIVERS

faits-dj.union@sonapresse.com

Disparition à Makongonio de Lucien Boutimba : il s'agirait d'un crime



Photo: Aymard Mambela

Premiers suspects dans la disparition de Lucien Boutimba, ses deux compagnons de pêche ont été placés en garde à vue.

Belzahs Aymar MAMBELA
Lebamba/Gabon

PORTÉ disparu depuis le 25 septembre dernier, à Makongonio, département de la Boumi-Louetsi, au cours d'une partie de pêche, où il se serait rendu avec deux amis du village, Lucien Boutimba n'a toujours pas été retrouvé. Mais l'enquête ouverte par les agents de la brigade de gendarmerie de Lebamba semble évoluer. Deux suspects ont en effet été mis aux arrêts. Il s'agit des deux compagnons de pêche du disparu, Daniel et Moulengui.

C'est qu'au cours de leurs recherches, les pandores

ont retrouvé non loin de la rivière Wano, où le sexagénaire a disparu, certains de ses effets. Notamment sa paire de lunettes et les habits qu'il portait. Des indices qui laissent croire aux enquêteurs qu'un drame serait survenu. Dans la foulée de cette découverte, les deux compagnons de pêche de Boutimba vont être interpellés et conduits à la brigade de gendarmerie de Lebamba pour être entendus. Durant l'interrogatoire, Daniel, l'un des suspects, va avouer leur crime. Affirmant que lui et Moulengui ont assassiné Lucien Boutimba avant de jeter son corps à l'eau, faisant en sorte qu'il ne re-

monte pas la surface. Quant à Moulengui, il va rester muet comme une carpe, refusant de dire quoi que ce soit aux enquêteurs. Daniel accepte alors de conduire les gendarmes où ils auraient jeté le corps. Les longues re-

cherches effectuées n'ont malheureusement pas permis de retrouver la dépouille de Lucien Boutimba. Les enquêteurs vont par la suite forcer Moulengui à les accompagner sur les lieux. Une fois de plus, la collaboration de ce dernier

s'avérera infructueuse. Lasses de la tournure des événements, les populations et les parents du disparu sont montés au créneau. À travers un mouvement d'humeur, ils ont exigé que les deux suspects retrouvent le corps de Lu-

cién. Et pour contraindre les suspects à coopérer, ils ont séquestré la femme et la nièce de Moulengui, le frère de Daniel également, promettant de ne les relâcher que lorsque le corps de leur parent sera retrouvé. Affaire à suivre !

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, CHARGE DE LA FORMATION CIVIQUE

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL

Date de lancement : 02 octobre 2023
Appel d'offres : N°003/MENFC/2023
Nom du projet : Acquisition de fournitures informatiques
Source de financement : Etat gabonais

1. OBJET

Le Ministère de l'Education Nationale, chargé de la Formation Civique lance un appel d'offres pour l'acquisition de fournitures informatiques.

2. ALLOTISSEMENT

Le présent appel d'offres est constitué d'un lot unique et indivisible, composé de :

- 134 ordinateurs fixes ;
- 134 ordinateurs portables ;
- 134 imprimantes de bureau ;
- 21 photocopieurs.

3. PARTICIPATION

Sont admis à concourir, tous les soumissionnaires non concernés par les mesures d'exclusion et d'incapacité de l'article 93 du décret n° 00027/PR/MEPPDD du 17 janvier 2018 portant code des marchés publics.

4. CRITERES DE QUALIFICATION

En application des dispositions des articles 89 à 92 du code des marchés publics, les soumissionnaires doivent justifier aux fins d'attribution du marché, de leurs capacités juridiques, techniques et financières.

Les soumissionnaires sont tenus de fournir, à la Direction Générale des Marchés Publics, la liste de leurs bénéficiaires effectifs, contre délivrance d'un accusé de réception à joindre dans l'offre, conformément aux dispositions de l'Arrêté n°032-22/MER/MBCP du 17 juin 2022 fixant les modalités de collecte des données personnelles auprès des bénéficiaires effectifs des entreprises soumissionnaires des marchés publics et de publication en ligne pour les entreprises titulaires.

5. RETRAIT DES DOSSIERS ET RENSEIGNEMENTS

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré à l'adresse ci-dessous contre paiement au Trésor Public d'un montant

non remboursable de 200 000 FCFA. Ce montant sera de 100 000 FCFA pour les PME disposant d'un agrément PME. Ce paiement se fera sur présentation d'un Ordre de Recette délivré par la Direction Générale des Marchés Publics.

Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir des informations et prendre connaissance des documents d'Appel d'Offres à la même adresse :

Direction Centrale des Affaires Financières (2ème étage)
Avenue du Général PARENT
9 étages
BP : 006 Libreville/Gabon
Tél. : 074 76 64 57 - 077 35 12 66
E-mail : senanega@yahoo.fr
Nziengui_harding@yahoo.fr

6. CRITERES D'EVALUATION

Les offres seront évaluées conformément aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres.

7. DEPOT DES OFFRES ET GARANTIE DE SOUMISSION

Les offres doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessus au plus tard le **vendredi 03 novembre 2023** et être accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant équivalent à 1% du montant de l'offre HT.

A compter de cette date, ces offres resteront valables 120 jours.

Par dérogation aux dispositions de l'article 99 du Code des Marchés Publics, les entreprises bénéficiant de l'agrément PME ayant au plus cinq ans d'existence ne sont pas soumises à l'obligation de garantie de soumission.

8. OUVERTURE DES PLIS

Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents, le **vendredi 03 novembre 2023 à 11 heures**.

Le Ministre de l'Education Nationale,
chargé de la Formation Civique



Camélia NYGUELOUME LECLERCQ

Le Directeur Général des Marchés
Publics



Eugène Pénafort MINTSA OYAME

Faits d'ailleurs

FRANCE/MOIGNY-SUR-ÉCOLE : UN MAIRE SUSPECTÉ D'AVOIR FRAPPÉ UN EMPLOYÉ D'UN RESTAURANT DEVANT DES CLIENTS

Pascal Simonnot, maire de Moigny-sur-École (Essone), sera jugé en février 2024 pour violences volontaires. Il a été placé sous contrôle judiciaire jusqu'à l'audience. Il est soupçonné d'avoir agressé physiquement un employé d'un restaurant samedi. Le mis en cause dément ces accusations malgré la présence de trois témoins qui ont confirmé la version de la victime. " Je conteste formellement les faits, je n'ai jamais frappé ce monsieur. Je l'ai saisi par le col, c'est tout ", s'est-il défendu.

... ROANNE : UN JEUNE HOMME RETROUVÉ MORT, EN POSITION ASSISE, DANS LA REMORQUE D'UN CAMION

Un jeune homme de 28 ans a été retrouvé mort dans la remorque d'un camion à Roanne (Loire). Son corps a été découvert en fin de matinée par des agents de la police municipale qui étaient en patrouille. Ils ont été intrigués par l'état du véhicule immatriculé en Pologne. Ce dernier était stationné et sa bâche était dégrafée.